

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 80

31 décembre 2003

Sommaire

Règlement ministériel du 15 octobre 2003 ayant pour objet de fixer les unités de valeur et les modules ainsi que les grilles des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (BTS) offerte au lycée technique Ecole de Commerce et de Gestion	1196
Arrêté ministériel du 9 décembre 2003 portant fixation de la date des élections des comités-directeurs des caisses de maladie, des délégués des assurés et des employeurs auprès des juridictions de sécurité sociale, de la commission des caisses de pension des salariés ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle	1202
Arrêté ministériel du 11 décembre 2003 portant fixation de la date des élections des membres assurés et employeurs du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie, du comité-directeur du centre commun de la sécurité sociale ainsi que des comités-directeurs et des vérificateurs de comptes auprès des caisses de pension	1203
Arrêté ministériel du 18 décembre 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels « Lëtzebuurger Virarbechter- an Obermaschinisten-Verband – LVOV° »	1203
Arrêté ministériel du 18 décembre 2003 portant approbation des statuts de la société de secours mutuels « Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg »	1203
Arrêté ministériel du 19 décembre 2003 établissant la tarification d'une requête en opposition en matière de dépossession involontaire de titres au porteur	1207
Administration des Douanes et Accises – Démission	1208
Commissariat aux Assurances – Renouvellement de mandats	1208
Conseil National pour Etrangers – Nomination	1208
Conseil Supérieur de l'Education Physique et des Sports – Nominations	1208
Direction de la Santé – Nomination	1208
Huissiers de justice – Vacances de postes d'huissiers de justice suppléants	1208
Indigénat – Options – Recouvrements	1209
Inspection du Travail et des Mines – Examens	1213
Ministère de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse – Services pour personnes âgées – Agréments	1213
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative – Nomination	1214
Organismes de sécurité sociale – Bureaux électoraux – Nominations	1214
Santé – Art de guérir – Concession de pharmacie	1215
Service d'Economie Rurale – Examens	1215
Administration Gouvernementale – Rectificatif	1215
Impôt commercial communal – Rectificatif	1216

Règlement ministériel du 15 octobre 2003 ayant pour objet de fixer les unités de valeur et les modules ainsi que les grilles horaires des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (BTS) offerte au lycée technique Ecole de Commerce et de Gestion.

*La Ministre de la Culture,
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche,*

Vu la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, notamment l'article 27;

Vu le règlement grand-ducal du 29 novembre 1991 concernant l'organisation de formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (BTS);

Vu le règlement ministériel du 8 septembre 1998 concernant l'organisation des études et de la promotion des étudiants des formations sanctionnées par l'obtention du brevet de technicien supérieur (B.T.S.);

Arrête:

Art. 1^{er}. Pour les sections Comptabilité/Gestion d'entreprise, Marketing/Commerce international et Secrétariat/Bureautique, de la formation sanctionnée par l'obtention du brevet de technicien supérieur (BTS) offerte au lycée technique Ecole de Commerce et de Gestion, les unités de valeur et les modules, ainsi que les grilles des horaires sont approuvés dans la forme ci-annexée.

Art. 2. Le présent règlement, valable à partir de l'année scolaire 2003/2004, sera publié au Mémorial.

*La Ministre de la Culture,
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche,*
Erna Hennicot-Schoepges

GRILLE HORAIRE 2003-2004
BTS COMPTABILITE ET GESTION D'ENTREPRISE
Première année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
LANGUES*	6	2	2 ou 3
ECONOMIE		1	
Economie et actualités	2		1
Economie de l'entreprise	3		1
Placements financiers	2		1
DROIT ET FISCALITE		1	
Droit appliqué	2		1
Techniques fiscales	5		1
COMPTABILITE ET CONTRÔLE DE GESTION		1	
Comptabilité générale et comptabilité générale informatisée	4		1
Logistique et gestion des stocks	1		1
Comptabilité analytique d'exploitation	2		1
INFORMATIQUE ET TECHNIQUES QUANTITATIVES DE GESTION		1	
Technologies de l'information et de la communication	3		1
Statistiques	1		1
Mathématiques appliquées	1		1
STAGE ET PROJETS		1	
Stage			1
Projets			1
TOTAL	32	7	15 ou 16

Note: Mise à niveau pour débutants en comptabilité: 3 heures

*Ad langues : L'école peut offrir les 3 formules suivantes:

Formule A:

Anglais	2	1	1
Français et Allemand		1	
Français	2		1
Allemand	2		1

Formule B:

Anglais	3	1	1
Français	3	1	1

N.B. Des cours de mise à niveau peuvent être organisés par l'école.

GRILLE HORAIRE 2003-2004

BTS COMPTABILITE ET GESTION D'ENTREPRISE

Deuxième année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
LANGUES*	6	2	2 ou 3
ECONOMIE		1	
Economie et actualités	2		1
Gestion des ressources humaines	1		1
Marketing	2		1
DROIT ET FISCALITE		1	
Droit de la consommation et droit de la concurrence	1		1
Techniques fiscales	5		1
COMPTABILITE ET ANALYSE COMPTABLE		1	
Comptabilité générale et comptabilité générale informatisée	3		1
Comptabilités spéciales	3		1
Analyse comptable et financière	2		1
INFORMATIQUE ET TECHNIQUES QUANTITATIVES DE GESTION		1	
Technologies de l'information et de la communication	2		1
Statistiques	1		1
Mathématiques appliquées	1		1
Gestion prévisionnelle et contrôle de gestion	3		1
STAGE		1	1
STAGE TRAVAIL ET SOUTENANCE RAPPORT		1	1
TOTAL	32	8	16 ou 17

*Ad langues : L'école peut offrir les 3 formules suivantes:

Formule A:

Anglais	2	1	1
Français et Allemand		1	
Français	2		1
Allemand	2		1

Formule B:

Anglais	3	1	1
Français	3	1	1

GRILLE HORAIRE 2003-2004
BTS MARKETING - COMMERCE INTERNATIONAL
Première année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
LANGUES*	6	2	2 ou 3
ECONOMIE ET DROIT		1	
Economie et actualité	2		1
Economie de l'entreprise	1		1
Droit appliqué	2		1
TECHNIQUES ET OUTILS DE GESTION		1	
Comptabilité et fiscalité	4		1
Statistiques	1		1
Mathématiques appliquées	1		1
Technologies de l'information et de la communication	2		1
MARKETING MANAGEMENT		1	
Principes de base de marketing	3		1
Politiques, stratégies et tactiques	2		1
OUTILS DE MARKETING		1	
Publicité	1		1
Etudes de marché	3		1
TECHNIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL	2	1	1
STAGE ET PROJETS		1	
Stage			1
Projets			1
TOTAL	30	8	16 ou 17

*Ad langues : L'école peut offrir les trois formules suivantes:

Formule A:

Anglais	2	1	1
Français et Allemand		1	
Français	2		1
Allemand	2		1

Formule B:

Anglais	3	1	1
Français	3	1	1

GRILLE HORAIRE 2003-2004

BTS MARKETING - COMMERCE INTERNATIONAL

Deuxième année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
LANGUES*	6	2	2 ou 3
ECONOMIE ET DROIT		1	
Economie et actualité	2		1
Economie de l'entreprise	1		1
Droit de la consommation et droit de la concurrence	2		1
TECHNIQUES ET OUTILS DE GESTION		1	
Statistiques	1		1
Mathématiques appliquées	1		1
Technologies de l'information et de la communication	3		1
MARKETING MANAGEMENT		1	
Politiques, stratégies et tactiques	1		1
Force de vente	3		1
Publicité	3		1
COMMERCE INTERNATIONAL		1	
Techniques du commerce international	3		1
Pratiques du commerce international	2		1
STAGE ET RELATIONS HUMAINES		1	
Stage			1
Relations humaines	2		1
STAGE TRAVAIL ET SOUTENANCE RAPPORT		1	1
TOTAL	30	8	16 ou 17

*Ad langues : L'école peut offrir les trois formules suivantes:

Formule A:

Anglais	2	1	1
Français et Allemand		1	
Français	2		1
Allemand	2		1

Formule B:

Anglais	3	1	1
Français	3	1	1

GRILLE HORAIRE 2003-2004
BTS SECRETARIAT-BUREAUTIQUE
Première année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
FRANCAIS	3	1	1
ANGLAIS	3	1	1
ALLEMAND	3	1	1
4E LANGUE (LUXEMBOURGEOIS OU AUTRE LANGUE)	2	1	1
ECONOMIE ET DROIT		1	
Economie et actualité	2		1
Economie de l'entreprise	3		1
Droit appliqué	2		1
Eléments de gestion appliquée	2		1
BUREAUTIQUE		1	
Technologies de l'information et de la communication	2		1
Tableur	2		1
Publication assistée par ordinateur	1		1
TRAITEMENT DE TEXTE ET DE CORRESPONDANCE		1	
Traitement de texte	2		1
Communication des affaires française	1		1
Communication des affaires anglaise	1		1
Communication des affaires allemande	1		1
STAGE ET RELATIONS HUMAINES		1	
Stage			1
Relations humaines	1		1
TOTAL	31	8	17

Cours de luxembourgeois obligatoire pour les étudiants ne parlant pas le luxembourgeois; les autres étudiants choisiront une 4^e langue ou un cours de renforcement dans l'une des 3 autres langues obligatoires.

Cours de mise à niveau obligatoire (à déterminer sur dossier) en étude du clavier sur ordinateur (1 heure) et en traitement de texte (1 heure).

GRILLE HORAIRE 2003-2004
BTS SECRETARIAT-BUREAUTIQUE
Deuxième année

ENSEIGNEMENT	Leçons	U.V.	Modules
FRANCAIS	3	1	1
ANGLAIS	3	1	1
ALLEMAND	3	1	1
4E LANGUE (LUXEMBOURGEOIS OU AUTRE LANGUE)	2	1	1
ECONOMIE ET DROIT		1	
Economie et actualité	2		1
Economie de l'entreprise	2		1
Droit appliqué	2		1
Eléments de gestion appliquée	2		1
BUREAUTIQUE		1	
Publication assistée par ordinateur	2		1
Système de gestion de bases de données	2		1
Organisation	1		1
TRAITEMENT DE TEXTE ET DE CORRESPONDANCE		1	
Traitement de texte	2		1
Communication des affaires française	1		1
Communication des affaires anglaise	1		1
Communication des affaires allemande	1		1
STAGES ET PROJETS		1	
Stage			1
Relations humaines	1		1
STAGE TRAVAIL ET SOUTENANCE RAPPORT		1	1
TOTAL	30	9	18

Cours de luxembourgeois obligatoire pour les étudiants ne parlant pas le luxembourgeois; les autres étudiants choisiront une 4^e langue ou un cours de renforcement dans l'une des 3 autres langues obligatoires

Tous les étudiants participent à un projet pratique interdisciplinaire (ex. organisation de séminaire, ...)

Arrêté ministériel du 9 décembre 2003 portant fixation de la date des élections des comités-directeurs des caisses de maladie, des délégués des assurés et des employeurs auprès des juridictions de sécurité sociale, de la commission des caisses de pension des salariés ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*

Vu les articles 36, 57 et 69 du règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1993 ayant pour objet la désignation des délégués des assurés et des employeurs dans les institutions d'assurance maladie, le centre commun de la sécurité sociale, les caisses de pension et les juridictions de sécurité sociale ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle;

Arrête:

Art. 1^{er}. La date des élections des comités-directeurs des caisses de maladie, des délégués des assurés et des employeurs auprès des juridictions de sécurité sociale, de la commission des caisses de pension des salariés ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle est fixée au 12 février 2004.

Art. 2. Le présent arrêté est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 9 décembre 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*
Carlo Wagner

Arrêté ministériel du 11 décembre 2003 portant fixation de la date des élections des membres assurés et employeurs du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie, du comité-directeur du centre commun de la sécurité sociale ainsi que des comités-directeurs et des vérificateurs de comptes auprès des caisses de pension.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*

Vu les articles 55, 56ter et 60 du règlement grand-ducal modifié du 13 juillet 1993 ayant pour objet la désignation des délégués des assurés et des employeurs dans les institutions d'assurance maladie, le centre commun de la sécurité sociale, les caisses de pension et les juridictions de sécurité sociale ainsi que des délégués des assurés dans l'association d'assurance contre les accidents, section industrielle;

Arrête:

Art. 1^{er}. La date des élections des membres assurés et employeurs du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie, du comité-directeur du centre commun de la sécurité sociale ainsi que des comités-directeurs et des vérificateurs de comptes auprès des caisses de pension est fixé au 11 mars 2004.

Art. 2. Le présent arrêté est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 11 décembre 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*

Carlo Wagner

Arrêté ministériel du 18 décembre 2003 portant approbation de la modification des statuts de la société de secours mutuels «Lëtzebuenger Virarbechter- an Obermaschinisten-Verband - LVOV».

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les modifications des statuts de la société de secours mutuels «Lëtzebuenger Virarbechter- an Obermaschinisten-Verband - LVOV» sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. La modification des statuts de la société de secours mutuels «Lëtzebuenger Virarbechter- an Obermaschinisten-Verband - LVOV» est approuvée.

Art. 2. Le présent arrêté, avec en annexe la nouvelle disposition statutaire, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 18 décembre 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,*

Carlo Wagner

ANNEXE

**Modification des statuts de la société de secours mutuels
«Lëtzebuenger Virarbechter- an Obermaschinisten-Verband - LVOV »**

L'article 16 prend la teneur suivante:

«Beim Tode eines wirklichen Mitgliedes, welches den unter Artikel 12 festgesetzten Beitrag gezahlt hat, wird ein Sterbegeld von 1.000 Euro an diejenige Person ausgezahlt, die eine amtliche Sterbeurkunde vorlegt und belegen kann die Begräbnisunkosten bezahlt zu haben.»

Arrêté ministériel du 18 décembre 2003 portant approbation des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg».

Le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale,

Vu la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Mutualité;

Constatant que les statuts de la société de secours mutuels « Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg » sont conformes avec les dispositions des lois et règlements;

Constatant, en outre, que les recettes assurées sont suffisantes pour faire face aux prestations statutaires de la société;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est reconnue comme société de secours mutuels au sens de la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels la «Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg».

Art. 2. Le texte des statuts de la société de secours mutuels «Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg» est approuvé pour la période du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006.

Art. 3. Le présent arrêté, avec en annexe le texte des statuts, est publié au Mémorial.

Luxembourg, le 18 décembre 2003.

*Le Ministre de la Santé
et de la Sécurité sociale,
Carlo Wagner*

STATUTS de la société de secours mutuels

«MUTUELLE DE L'ASSOCIATION DES CLERCS DE NOTAIRE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG»

CHAPITRE I^{er}. - DENOMINATION ET SIEGE DE LA MUTUELLE

Art. 1^{er}. Il est créé une société de secours mutuels sous la dénomination «Mutuelle de l'Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg», désignée dans les présents statuts par «la mutuelle».

La mutuelle est régie par la loi modifiée du 7 juillet 1961 concernant les sociétés de secours mutuels et ses règlements d'exécution.

Le siège de la mutuelle est à Luxembourg.

CHAPITRE II. - OBJET DE LA MUTUELLE

Art. 2. La mutuelle a pour objet:

- d'accorder des subventions financières à ses membres effectifs en cas de mise à la retraite (indemnité de retraite);
- d'accorder des subventions financières en cas de décès d'un membre effectif à son conjoint survivant ou, à défaut, à ses héritiers légaux (indemnité funéraire);
- d'accorder des avances extraordinaires à ses membres effectifs en cas de chômage;
- d'offrir des prestations complémentaires à ses membres moyennant des assurances à contracter auprès d'une compagnie d'assurances.

L'affiliation à la mutuelle, soit en qualité de membre effectif ou de membre honoraire, permet l'adhésion à toutes les institutions existantes ou à créer de la Mutualité luxembourgeoise.

CHAPITRE III. - COMPOSITION DE LA SOCIETE

Art. 3. La mutuelle se compose de membres effectifs et de membres honoraires.

Art. 4. Les membres effectifs sont toutes les personnes qui s'engagent à respecter les présents statuts et qui peuvent bénéficier des prestations de la mutuelle.

Art. 5. Les membres honoraires sont les personnes qui soutiennent la mutuelle par une contribution financière, sans cependant avoir droit aux prestations.

CHAPITRE IV. - DE L'ADMISSION, DE LA DEMISSION ET DE L'EXCLUSION

Art. 6. Toute personne qui est membre actif ou honoraire de l'«Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg A.s.b.l.» depuis au moins deux ans peut être admise comme membre effectif à la mutuelle.

La demande d'adhésion est à adresser au conseil d'administration.

La perte de la qualité de membre effectif de l'«Association des Clercs de Notaire du Grand-Duché de Luxembourg A.s.b.l.» entraîne la perte de la qualité de membre de la mutuelle.

Art 7. Les membres honoraires peuvent être admis par décision du conseil d'administration.

Art. 8. La démission doit être signifiée par écrit au président du conseil d'administration.

Art. 9. L'exclusion de la mutuelle est prononcée par le conseil d'administration en cas de non-paiement de la cotisation dans les trois mois de la date d'échéance.

Il est réservé au membre exclu d'introduire un recours auprès de l'assemblée générale.

Art. 10. La démission et l'exclusion de la mutuelle ne donnent pas droit au remboursement des cotisations payées. Les membres exclus ne seront plus réadmis à la mutuelle.

CHAPITRE V. - LES COTISATIONS DES MEMBRES

Art. 11. Les membres effectifs s'engagent à payer une cotisation annuelle de dix euros (10,- EUR) pour avoir droit aux prestations prévues au chapitre VI des présents statuts.

Art. 12. Après le décès d'un membre effectif, son conjoint peut devenir membre honoraire, moyennant paiement de la cotisation fixée à l'article 13.

Art. 13. La cotisation annuelle des membres honoraires s'élève à cinq euros (5,- EUR).

Art. 14. Les cotisations seront prélevées moyennant ordre permanent. Les membres sont obligés de signaler à la mutuelle tout changement de leur adresse ou de leur état civil.

CHAPITRE VI. - LES PRESTATIONS DE LA MUTUELLE

A - Indemnité complémentaire de pension ou indemnité unique

Art. 15. 1. A condition d'être affilié pendant un an au moins à la mutuelle, le membre effectif a droit:

- a) soit à une indemnité unique à la date où il a droit à une pension de vieillesse anticipée ou à une pension d'invalidité de la part de sa caisse de pension compétente,
- b) soit à une indemnité unique à partir de la date où il atteint l'âge de retraite.

Le membre effectif a la faculté de choisir entre les deux échéances sus-visées. Les deux indemnités sus-visées ne sont pas cumulables.

2. L'indemnité unique s'élève à:

- a) quatre mille euros (4.000,- EUR) pour le membre effectif étant affilié à la mutuelle pendant un an au moins et ayant exercé la profession, soit de clerc, soit d'employé(e) dans une étude de notaire au Grand-Duché de Luxembourg pendant quatre (4) ans au moins;
- b) sept mille euros (7.000,- EUR) pour le membre effectif étant affilié à la mutuelle pendant un an au moins et ayant exercé la profession, soit de clerc, soit d'employé(e) dans une étude de notaire au Grand-Duché de Luxembourg pendant une période de huit (8) ans;
- c) dix mille euros (10.000,- EUR) pour le membre effectif étant affilié à la mutuelle pendant un an au moins et ayant exercé la profession, soit de clerc, soit d'employé(e) dans une étude de notaire au Grand-Duché de Luxembourg pendant quinze (15) ans au moins.

3. Pour que les prestations prévues sub 1) au présent article puissent être versées, le membre effectif doit produire à la mutuelle une copie conforme de la décision afférente de sa caisse de pension compétente, assortie d'une pièce justifiant l'exercice de la profession pendant la période impartie.

B - Indemnité funéraire

Art. 16. En cas de décès d'un membre effectif, qui n'a pas bénéficié d'une prestation telle que prévue à l'article 15 des présents statuts, une indemnité funéraire est payée au conjoint survivant et ou, à défaut, aux héritiers légaux.

Cette indemnité funéraire est déterminée selon les taux et les conditions prévues à l'article 15 paragraphe 2. des présents statuts.

Pour que l'indemnité puisse être versée, le bénéficiaire doit produire à la mutuelle, endéans un an après le décès du membre effectif, une copie conforme de l'acte de décès, assortie d'une pièce justifiant l'exercice de la profession pendant la période impartie par le membre effectif.

Art. 17. Les prestations des articles 15 et 16 des présents statuts ne sont pas cessibles et ne peuvent être saisies.

Art. 18. En aucun cas, les indemnités visées aux articles 15 et 16 ne sont cumulables.

Art. 19. Le conjoint ou les héritiers d'un membre actif ou retraité de l'Association des Clercs de Notaire qui viendrait à décéder au cours de la première année de l'existence de la Mutuelle pourront bénéficier de l'indemnité funéraire, à condition d'avoir adhéré à la Mutuelle dans les deux premiers mois de sa constitution.

C - Avances extraordinaires

Art. 20. Tout membre effectif se retrouvant au chômage pourra bénéficier d'une avance extraordinaire ne pouvant dépasser la somme de dix mille euros (10.000,- EUR). Cette avance sera accordée par le conseil d'administration sur présentation d'une demande écrite à la mutuelle et sera remboursable selon les modalités à déterminer par le conseil d'administration.

CHAPITRE VII. - ADMINISTRATION DE LA MUTUELLE

A. Le Conseil d'administration

Art. 21. La mutuelle est administrée par un conseil d'administration de cinq membres au moins, dont un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Les membres du conseil d'administration sont élus au scrutin secret par l'assemblée générale ordinaire avec majorité absolue pour la durée de quatre ans.

Tous les deux ans le conseil est renouvelé pour la moitié.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le membre nouvellement élu au conseil en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé termine le mandat de ce dernier.

Les membres du conseil élisent entre eux au vote secret, avec majorité simple, les différents postes.

Art. 22. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président aussi souvent que les intérêts de la mutuelle l'exigent.

Art. 23. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents.

Si toutefois le conseil n'atteint pas le quorum à une première réunion, il peut après une nouvelle convocation, sans considération du nombre des membres présents, prendre des décisions valables. Cette nouvelle convocation ne peut cependant se faire par écrit qu'après quatre jours.

En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 24. Tous les détenteurs de postes ou de mandats de la mutuelle peuvent à tout moment, en cas de négligence de leurs devoirs, être relevés de leurs postes par le conseil d'administration.

Des indemnités peuvent être accordées par le conseil d'administration.

Art. 25. Les obligations du conseil d'administration sont les suivantes:

- a) la surveillance générale et l'administration de la mutuelle en application des présents statuts;
- b) la convocation des assemblées générales;
- c) le contrôle des opérations comptables et financières;
- d) l'administration du patrimoine de la mutuelle;
- e) l'examen du droit des demandeurs d'aides financières prévues au chapitre VI, en vue de la prise de décisions afférentes;
- f) la décision dans toutes les affaires non prévues par les statuts.

Art. 26. Le président veille à l'exécution des statuts. Il signe tous les documents, décisions et délibérés et représente la mutuelle judiciairement et extrajudiciairement. Il convoque le conseil d'administration et les assemblées générales. Il dirige les réunions et les discussions et doit plus précisément interdire les attaques personnelles et les discussions politiques.

Art. 27. Le vice-président remplace le président pendant son absence avec toutes ses compétences. Par ailleurs, il assiste le président dans l'exécution de ses fonctions.

Art. 28. La gestion de la mutuelle incombe au secrétaire. Il est chargé de la rédaction des rapports des séances et des réunions, ainsi que des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 29. Le trésorier est chargé de la perception des cotisations et autres recettes, ainsi que de la liquidation des dépenses, avec enregistrement dans un livre de caisse paginé et paraphé. Il est responsable pour l'argent lui confié.

Pour la représentation de la mutuelle envers des tiers, la signature du président ou du vice-président est requise.

Annuellement, après la clôture de l'exercice, à savoir au plus tard à la fin du mois de mars, le trésorier doit rendre compte de la situation financière de la caisse.

B. Les assemblées générales

Art. 30. La mutuelle doit se réunir annuellement pour une assemblée générale ordinaire endéans le premier semestre de l'exercice.

Tous les membres de la mutuelle, qui ont payé leur cotisation au jour de l'assemblée générale, peuvent y participer.

Art. 31. Les convocations aux assemblées générales doivent parvenir par écrit aux membres au moins huit jours à l'avance avec indication précise de l'ordre du jour.

Art. 32. L'assemblée générale ordinaire a les compétences suivantes:

- a) élection des membres du conseil d'administration;
- b) élection des réviseurs de caisse prévus à l'article 34;
- c) approbation des rapports de caisse du trésorier et des réviseurs de caisse.

Art. 33. Pendant l'assemblée générale ordinaire le conseil d'administration présente le compte rendu de son activité, des affaires de l'année écoulée, ainsi que du patrimoine de la mutuelle.

Art. 34. L'assemblée générale désigne chaque année parmi les membres effectifs deux réviseurs de caisse, chargés du contrôle des factures et de la comptabilité de la mutuelle, de la révision de la caisse et d'en faire rapport à l'assemblée générale.

Art. 35. Les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité simple des voix des membres effectifs présents. Les procurations ne sont pas acceptées.

Art. 36. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée:

1. sur décision d'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration, ou
2. à la demande signée par au moins vingt membres avec l'indication précise de l'ordre du jour.

La convocation pour l'assemblée générale extraordinaire doit parvenir aux membres au moins huit jours à l'avance, avec indication précise de l'ordre du jour.

Une assemblée générale ordinaire et une assemblée générale extraordinaire peuvent avoir lieu l'une après l'autre au même jour.

Art. 37. Les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire ne sont valables que si elles sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres effectifs présents.

CHAPITRE VIII. - LE PATRIMOINE DE LA MUTUELLE

Art. 38. Les recettes de la mutuelle comprennent:

- a) les cotisations des membres effectifs;
- b) les cotisations des membres honoraires;
- c) les intérêts des fonds placés;
- d) les subsides de l'Etat et des communes;
- e) les recettes extraordinaires (dons et legs, etc.).

Art. 39. Le patrimoine ne peut être utilisé en aucun cas à des fins autres que ceux prévus expressément par les statuts.

Aucune cotisation ne peut être prélevée sans être prévue par les statuts.

CHAPITRE IX. - MODIFICATION DES STATUTS, CONCILIATION, ARBITRAGE DES LITIGES

Art. 40. Chaque demande de modification des statuts doit être présentée au conseil d'administration. Les statuts ne pourront être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire, convoquée à cet effet au moins huit jours à l'avance. Pour être valables, les décisions de cette assemblée générale sont soumises aux dispositions de l'article 3 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961 déterminant le fonctionnement des sociétés de secours mutuels tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 8 mars 1967.

Art. 41. Toutes les difficultés, litiges ou cas non prévus aux présents statuts, naissant au sein de la mutuelle, aussi bien parmi les membres, d'une part, qu'au sein du conseil d'administration, d'autre part, seront réglés par deux arbitres à désigner par les parties intéressées. Lorsqu'une des parties omet cette nomination, le président de la mutuelle peut s'en charger.

CHAPITRE X. - DISSOLUTION, LIQUIDATION, FUSION DE LA MUTUELLE

Art. 42. La mutuelle ne peut se dissoudre qu'en cas d'insuffisance constatée de ses ressources financières. La dissolution et la liquidation se font suivant les dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1961, tel qu'il est modifié par règlement grand-ducal du 8 mars 1967.

La fusion avec une autre société de secours mutuels s'opérera suivant les dispositions du règlement sus-mentionné du 31 juillet 1961.

Arrêté ministériel du 19 décembre 2003 établissant la tarification d'une requête en opposition en matière de dépossession involontaire de titres au porteur.

Le Ministre du Trésor et du Budget,

Vu le paragraphe (4) de l'article 3 de la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

Vu le paragraphe (1) de l'article 5 du règlement grand-ducal du 31 octobre 1996 relatif à la désignation, à la surveillance, au fonctionnement, aux tarifs et aux différentes publications de l'organisme de centralisation des oppositions prévu par la loi du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur;

Vu la proposition de la Commission de surveillance du secteur financier;

Arrête:

Art. 1^{er}. La Société de la Bourse de Luxembourg S.A. (Bourse de Luxembourg) percevra pour chaque requête en opposition une taxe, à charge du requérant, acquittée d'avance, fixée comme suit:

	euros	7,50	par titre
Minimum	euros	200,00	
Maximum	euros	500,00	

Art. 2. Pour les titres non cotés à la Bourse de Luxembourg, celle-ci percevra en sus de la taxe mentionnée à l'article 1^{er}, une taxe comprise entre 12,50 et 75 euros dont le montant sera établi en fonction des frais de recherche et frais administratifs encourus lorsque les données relatives à l'émetteur ou à l'établissement chargé du service financier du titre au Luxembourg sont inconnues de la Bourse de Luxembourg au moment de la notification de la requête en opposition.

Art. 3. Une requête en opposition ne peut porter que sur les titres d'une même catégorie et d'un seul émetteur.

Art. 4. Le présent arrêté fixe la tarification applicable à partir du 1^{er} janvier 2004. Il sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 19 décembre 2003.

Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc Frieden

Administration des Douanes et Accises. – Démission. – Par arrêté grand-ducal du 8 décembre 2003, démission honorable de ses fonctions a été accordée, à partir du 1^{er} mars 2004, à Monsieur Jean-Pierre WINANDY, receveur D des douanes et accises.

Par arrêté grand-ducal du même jour, le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à Monsieur Jean-Pierre WINANDY, réqualifié.

Commissariat aux Assurances. – Renouvellement de mandats. – Par arrêté grand-ducal du 8 décembre 2003 les mandats comme membres de la Direction du Commissariat aux Assurances de Messieurs Victor ROD, Claude WIRION et Marc LAUER, respectivement directeur, premier conseiller de direction et conseiller de direction première classe au Commissariat aux Assurances, ont été renouvelés pour une durée de six ans à partir du 1^{er} janvier 2004.

Conseil National pour Etrangers. – Nomination. – Par arrêté ministériel du 18 novembre 2003, Madame Claudine MECKEL, employée auprès du Commissariat du Gouvernement aux étrangers, a été nommée secrétaire du Conseil National pour Etrangers.

Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports. – Nominations. – Sont nommés membres du Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports:

- *comme déléguée du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois:*

Mme Marlyse PAULY, demeurant à Bergem, secrétaire générale et déléguée du C.O.S.L. au bureau, en remplacement de M. Raymond HASTERT, démissionnaire;

- *en raison de leurs compétences dans le sport:*

Mme Ginette KRINGS, demeurant à Useldange, graphiste diplômée, en remplacement de Mme Nancy KEMP-ARENDT, démissionnaire;

M. Marc SAVIC, demeurant à Luxembourg, directeur de l'école nationale de l'éducation physique et des sports, en remplacement de feu M. Nico NEY.

Direction de la Santé. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 8 décembre 2003, Monsieur Guy WEBER a été nommé expert en sciences hospitalières à la Direction de la Santé.

Huissiers de justice. – Vacances de postes d'huissiers de justice suppléants. – Pour les postes vacants d'huissiers de justice suppléants dans les arrondissements judiciaires de Luxembourg et de Diekirch, les demandes sont à faire parvenir au Ministère de la Justice (L-2934 Luxembourg) dans le délai de trois semaines à partir de la présente publication.

Indigénat.

(Publication prescrite par la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise)

Options

- Par déclaration d'option faite le 05.12.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Steinfort, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame AKIL Rabea, née le 11.11.1970 à Casablanca (Maroc), demeurant à Hagen, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 12.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur ANTUNES CARREIRA DE ALMEIDA Hugo Alexandre, né le 26.10.1978 à Sao Sebastiao de Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 29.03.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Clemency, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur BARNET Benjamin Bernard, né le 16.11.1980 à Luxembourg, demeurant à Clemency, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 19.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Burmerange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame BENTHIEN Ulrike, née le 20.09.1964 à Hamburg (Allemagne), demeurant à Elvange (Mondorf), a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 15.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Boevange-sur-Attert, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame BERNARD Marianne Patricia Léonce, née le 16.12.1966 à Ettelbruck, demeurant à Boevange-sur-Attert, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 16.07.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Diekirch, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur BULAS DIAS Marco Paulo, né le 27.01.1979 à Bremen (Allemagne), demeurant à Diekirch, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 03.11.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame CHMELIK Monica, née le 05.01.1974 à Luxembourg, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 03.07.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Diekirch, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame CHOUGHANE Ibtihel, née le 23.08.1983 à Ettelbruck, demeurant à Diekirch, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 17.06.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CIGLAR Izidor, né le 30.07.1980 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 14.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bettembourg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame CORREIA RAMOS Sonja, née le 20.11.1981 à Luxembourg, demeurant à Bettembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de RAMOS Sonja.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 02.06.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,6 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur CRISOSTOMO Edwin Alexander, né le 09.09.1978 à Santiago (République Dominicaine), demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 02.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Diekirch, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DE MAGALHAES FERREIRA Carla Sofia, née le 04.02.1976 à S. Sebastiao da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Diekirch, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 26.02.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Contern, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DE SOUSA CARDOSO Isabel, née le 12.02.1976 à Luxembourg, demeurant à Oetrange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 29.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Ettelbruck, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame DELGADO ANDRADE Filomena, née le 08.03.1976 à Ettelbruck, demeurant à Ettelbruck, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 17.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Feulen, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur DOS SANTOS CORREIA Domingos, né le 31.03.1967 à Aguada de Cha de Pedras/Santo Crucifixo (Cap Vert), demeurant à Niederfeulen, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de CORREIA Domingos.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 10.06.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Burmerange, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur DOS SANTOS POVOA Alexandre Manuel, né le 17.05.1963 à Alhos Vedros/Moita (Portugal), demeurant à Elvange (Mondorf), a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénoms de POVOA Alexandre Manuel.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 14.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Steinsel, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame EL HAMRAOUI Rachida, née le 00.00.1975 à Kelaa (Maroc), demeurant à Steinsel, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 05.09.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Hesperange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur FIECKENS Claude, né le 14.08.1969 à Huy (Belgique), demeurant à Howald, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 16.12.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune d'Esch-sur-Alzette, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame GOMES RAMOS Arsenia, née le 29.12.1980 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Esch-sur-Alzette, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de GOMES Arsenia.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 30.05.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur GONÇALVES DOS SANTOS Manuel, né le 14.01.1984 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 26.03.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bertrange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame IACOVAZZI Lidia, née le 11.05.1976 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 07.02.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame KOHR Alice Georgette, née le 13.10.1954 à Luxembourg, demeurant à Differdange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 03.11.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur KORAC Reko, né le 10.08.1969 à Johovice (Yougoslavie), demeurant à Differdange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 07.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bech, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur MAAS Manfred Michael, né le 04.12.1967 à Bitburg (Allemagne), demeurant à Altrier, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 03.05.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MAMASIG Repenili, née le 03.09.1973 à Urdaneta/Pangasinan (Philippines), demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 27.09.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Wormeldange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur MAZIERS Jonathan Louis Roger, né le 17.08.1982 à Luxembourg, demeurant à Ernzen, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 31.05.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Kehlen, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MEHDI Bushra, née le 26.12.1960 à Karachi (Pakistan), demeurant à Olm, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 10.05.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MEKKI Abbassia, née le 11.03.1972 à Mecheria (Algérie), demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 19.07.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Schuttrange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MEYER Anneliese Régine Agnes, née le 26.09.1966 à Sankt Vith (Belgique), demeurant à Uebersyren, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 07.03.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Diekirch, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MOREIRA DA SILVA Sandra Manuela, née le 13.11.1972 à Cabeça Santa/Penafiel (Portugal), demeurant à Diekirch, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de MOREIRA Sandra.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 28.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Roeser, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MOREIRA MENDES DOS SANTOS Maria José, née le 05.10.1976 à Vila Seca/Armamar (Portugal), demeurant à Berchem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 26.11.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénom de MENDES Maria-José.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 13.06.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Roeser, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame MOREIRA MENDES DOS SANTOS Marilene, née le 29.03.1982 à Esch-sur-Alzette, demeurant à Berchem, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 05.06.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame NGUYEN Le Ngoc, née le 09.09.1957 à Lang Son (Vietnam), demeurant à Luxembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 09.01.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Kayl, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame OLIBONI Vanda, née le 01.10.1940 à Breganze (Italie), demeurant à Tétange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 30.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Remich, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur PAIS SEMEDO Luis Filipe, né le 09.10.1980 à Luxembourg, demeurant à Remich, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 21.03.2001 devant l'officier de l'état civil de la commune de Colmar-Berg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur RODRIGUES CARDOSO Antonio Felipe, né le 14.05.1981 à Ettelbruck, demeurant à Colmar-Berg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Par arrêté ministériel du 10.06.2003, la personne préqualifiée a été autorisée à porter les nom et prénoms de RODRIGUES Antonio Felipe.

Cette décision ne prend effet qu'après un délai de trois mois à partir de la présente publication, s'il n'intervient pas de révocation conformément à l'article 8 de la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise.

- Par déclaration d'option faite le 13.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Frisange, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur SANTIN Daniele Andrea, né le 17.08.1974 à Luxembourg, demeurant à Frisange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 13.11.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Remich, en conformité de l'art. 19,5 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame SCHMIT Nessandra Famoso, née le 16.08.1982 à Hinigaran/Negros Occidental (Philippines), demeurant à Remich, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 12.04.2000 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bettembourg, en conformité de l'art. 19,4 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame SZYMCZAK Anna Marzena, née le 17.04.1980 à Szczecin (Pologne), demeurant à Wormeldange, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 03.08.1999 devant l'officier de l'état civil de la commune de Pétange, en conformité de l'art. 19,3 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur TSUI Ling Kiu, né le 31.07.1967 à Shaoxing/Zhejiang (Chine), demeurant à Pétange, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 21.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Bettembourg, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur VELLEMAN Mike Gilbert, né le 19.10.1984 à Luxembourg, demeurant à Bettembourg, a acquis la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration d'option faite le 28.10.2002 devant l'officier de l'état civil de la commune de Remich, en conformité de l'art. 19,1 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame WINKEL Andrée Irène, née le 03.07.1963 à Luxembourg, demeurant à Remich, a acquis la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Recouvrements

- Par déclaration de recouvrement faite le 28.05.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Luxembourg, en conformité de l'art. 26 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, le sieur JACOBY Jean-Marie Nicolas, né le 04.05.1955 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg, a recouvré la qualité de Luxembourgeois.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration de recouvrement faite le 19.03.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Sanem, en conformité de l'art. 26 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame KLOOS Johanna, née le 19.04.1932 à Tétange, demeurant à Soleuvre, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

- Par déclaration de recouvrement faite le 07.11.2003 devant l'officier de l'état civil de la commune de Differdange, en conformité de l'art. 45 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise, la dame WOHL Marguerite Jeanne, née le 06.05.1943 à Niederkorn, demeurant à Differdange, a recouvré la qualité de Luxembourgeoise.

Cette déclaration sort ses effets quatre jours après la présente publication.

Inspection du Travail et des Mines. – Examens. – Le Ministre du Travail et de l'Emploi organisera pendant l'année 2004 pour les besoins du personnel de l'Inspection du Travail et des Mines les examens ci-après:

- pendant le mois d'octobre 2004 un examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur
- pendant le mois de novembre 2004 un examen de promotion dans la carrière du rédacteur
- pendant la 2^{ième} quinzaine du mois d'avril 2004 un examen de fin de stage dans la carrière de l'ingénieur technicien
- pendant le mois de septembre 2004 un examen de promotion dans la carrière de l'ingénieur technicien

Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. – Services pour personnes âgées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 7 octobre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Aide familiale asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité d'«aide à domicile» à l'adresse : 29, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/06/002.

Par arrêté ministériel du 8 octobre 2003, un agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Stëftung Hëllef doheem», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Op Rabatt», à l'adresse : 27A, rue Duchscher, L-6434 Echternach.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/00/04/028.

Par arrêté ministériel du 19 novembre 2003, un agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre intégré pour personnes âgées» à l'adresse : 48, rue du Couvent, L-1363 Howald.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/02/01/038.

Par arrêté ministériel du 19 novembre 2003, un agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Stëftung Hëllef doheem», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Foyer Hesper Kopp», à l'adresse : 48, rue du Couvent, L-1363 Howald.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/02/04/034.

Par arrêté ministériel du 19 novembre 2003, l'agrément a été accordé à l'organisme gestionnaire «administration communale de Bertrange», ayant son siège à Bertrange, pour l'exercice de l'activité d'«appel-assistance externe» à l'adresse : rue de Leudelange, L-8053 Bertrange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/03/08/011.

Par arrêté ministériel du 19 novembre 2003, un agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Homes pour personnes âgées de la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre intégré pour personnes âgées», à l'adresse : 2, rue de l'Hôpital, L-8509 Rédange-sur-Attert.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/98/01/002.

Par arrêté ministériel du 24 novembre 2003, un agrément définitif a été accordé à l'organisme gestionnaire «Fondation Elysis asbl», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité d'«aide à domicile».

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/02/06/014.

Par arrêté ministériel du 26 novembre 2003, un agrément limité dans le temps a été accordé à l'organisme gestionnaire «Stëftung Hëllef doheem», ayant son siège à Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «centre psycho-gériatrique», appelé «Foyer Tillebiërg», à l'adresse : 35, rue de l'Hôpital, L-4581 Differdange.

L'agrément a été enregistré sous le numéro PA/03/04/037.

Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 24 octobre 2003, Monsieur Alain WETZ, attaché de gouvernement à l'administration des contributions directes, a été nommé commissaire du gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire auprès du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme administrative.

Organismes de sécurité sociale. – Bureaux électoraux. – Nominations. – Par arrêté ministériel du 9 décembre 2003, ont été nommés pour les élections des comités-directeurs des caisses de maladie ainsi que des délégués des assurés et des employeurs auprès des juridictions de sécurité sociale:

Mme Sonja TRIERWEILER	attaché de direction 1 ^{er} en rang à l'Union des caisses de maladie, président du bureau électoral auprès de la Caisse de maladie des ouvriers;
M. Ernest SCHARLE	administrateur de la Caisse de maladie des employés privés, président du bureau électoral auprès de cette caisse;
M. Marcel HENTGES	gérant de l'Administration des caisses de maladie de l'Arbed, président du bureau électoral auprès de la caisse de maladie des ouvriers de l'ARBED;
Mme Sonja MARTIN	chef de bureau principal à l'Administration des caisses de maladie de l'Arbed, président du bureau électoral auprès de la caisse de maladie des employés de l'ARBED;
M. Rodolphe STEIMES	administrateur de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics, président du bureau électoral auprès de cette caisse;
M. Pierre KRACK	administrateur de la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux, président du bureau électoral auprès de cette caisse;
M. Carlo THISSEN	gérant de l'Entraide médicale des CFL, président du bureau électoral auprès de cette caisse;
M. Carlo DURBACH	directeur de l'Administration commune des caisses de sécurité sociale des classes moyennes, président du bureau électoral auprès de la Caisse de maladie des professions indépendantes;
M. Fernand LEPAGE	directeur de l'Administration commune des caisses de sécurité sociale de la profession agricole, président du bureau électoral auprès de la Caisse de maladie agricole.

Par arrêté ministériel du 9 décembre 2003, Monsieur Paul HANSEN, président de l'Office des assurances sociales, a été nommé président du bureau électoral pour les élections des membres assurés et employeurs de la commission de l'Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité.

Par même arrêté, Monsieur Pierre MORES, président de la Caisse de pension des employés privés, a été nommé président du bureau électoral pour les élections des membres assurés et employeurs de la commission de cette caisse.

Par arrêté ministériel du 9 décembre 2003, Monsieur Paul HANSEN, président de l'Office des assurances sociales, a été nommé président du bureau électoral pour les élections des membres assurés dans le comité-directeur et les sous-commissions de l'Association d'assurance contre les accidents, section industrielle.

Par arrêté ministériel du 11 décembre 2003, ont été nommés pour les élections des membres assurés et employeurs des comités-directeurs et des vérificateurs de comptes auprès des caisses de pension :

Monsieur Paul HANSEN	Président de l'Office des assurances sociales, président du bureau électoral auprès de l'Établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité;
Monsieur Pierre MORES	Président de la Caisse de pension des employés privés, président du bureau électoral auprès de cette caisse;
Monsieur Carlo DURBACH	Directeur de l'Administration commune des caisses de sécurité sociale des classes moyennes, président du bureau électoral auprès de la Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels;
Monsieur Fernand LEPAGE	Directeur de l'Administration commune des caisses de sécurité sociale de la profession agricole, président du bureau électoral auprès de la Caisse de pension agricole

Par arrêté ministériel du 11 décembre 2003, Monsieur Paul HANSEN, président de l'Office des assurances sociales, a été nommé président du bureau électoral pour les élections des membres assurés et employeurs du comité-directeur du Centre commun de la sécurité sociale.

Par arrêté ministériel du 11 décembre 2003, Madame Toinie WOLTER, chargée d'études auprès de l'Inspection générale de la sécurité sociale, a été nommée présidente du bureau électoral pour les élections des membres assurés et employeurs du conseil d'administration de l'Union des caisses de maladie.

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 12 décembre 2003, Monsieur le Dr Alain LAFLEUR, né le 14.01.1972, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en anesthésie-réanimation au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 15 décembre 2003, Monsieur le Dr Jean-Paul DE WINTER, né le 17.1.1950, a été autorisé à exercer la profession de médecin-généraliste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 15 décembre 2003, Monsieur Alain HULJEV, né le 6.12.1972, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 15 décembre 2003, Monsieur Gerald CORNET, né le 21.5.1975, a été autorisé à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Santé. – Concession de pharmacie. – Par arrêté ministériel du 4 décembre 2003, Monsieur Nico MUJZER, pharmacien, né le 29 mai 1957, a été autorisé à exploiter la concession de pharmacie nouvellement créée dans les communes limitrophes des cantons de Redange et de Wiltz.

Service d'Economie rurale. – Examens. – Le Service d'Economie rurale organisera au cours de la 1^{ère} quinzaine du mois de juin 2004 un examen d'admission définitive dans la carrière de l'expéditionnaire technique.

Le Service d'Economie rurale organisera au cours de la 1^{ère} quinzaine du mois de juillet 2004 un examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire.

Le Service d'Economie rurale organisera au cours de la 2^{ème} quinzaine du mois de septembre 2004 un examen de promotion dans la carrière de rédacteur.

Administration Gouvernementale. – Rectificatif. – Par arrêté grand-ducal du 29 août 2003, Monsieur Henri KROEGER, chef de bureau à l'administration gouvernementale, a été nommé inspecteur. Par arrêtés grand-ducaux du 29 août 2003, Messieurs Jean-Paul BREDIMUS, Michel GRETHEN et Dino HUSS, chefs de bureau hors cadre à l'administration gouvernementale ont été nommés inspecteurs hors cadre.

Impôt commercial communal

RECTIFICATIF

Statistique rectifiée au 1.1.2002 sur le nombre des salariés à prendre en considération pour la détermination du nombre rectifié de salariés de chaque commune.

La statistique est établie conformément aux articles 8, lettres b) et c) et 10, lettre a) du règlement grand-ducal modifié du 20 avril 1962 sur la base des fiches de recensement au 15.10. 2001.

Bascharage	1.615
Bastendorf	143
Beaufort	440
Bech	200
Beckerich	468
Berdorf	249
Bertrange	1.239
Bettborn	262
Bettembourg	2.196
Bettendorf	506
Betzdorf	468
Bissen	776
Biwer	335
Boevange/Attert	473
Boulaide	139
Bourscheid	225
Bous	274
Burmerange	243
Clemency	490
Clervaux	341
Colmar-Berg	509
Consdorf	413
Consthum	83
Contern	685
Dalheim	379
Diekirch	1.395
Differdange	5.516
Dippach	745
Dudelange	4.759
Echternach	1.250
Ell	328
Ermsdorf	168
Erpeldange	510
Esch-sur-Alzette	7.532
Esch-sur-Sûre	73
Eschweiler	165
Ettelbruck	1.915
Feulen	335
Fischbach	129
Flaxweiler	303
Fouhren	125
Frisange	849
Garnich	418
Goesdorf	221
Grevenmacher	963
Grosbous	187

Heffingen	160
Heiderscheid	250
Heinerscheid	182
Hesperange	2.637
Hobscheid	568
Hoscheid	113
Hosingen	296
Junglinster	1.288
Kautenbach	39
Kayl	1.830
Kehlen	1.163
Koerich	419
Kopstal	688
Lac de la Haute Sûre	307
Larochette	482
Lenningen	255
Leudelange	448
Lintgen	644
Lorentzweiler	666
Luxembourg	24.985
Mamer	1.627
Manternach	295
Medernach	225
Mersch	1.713
Merttert	793
Mertzig	375
Mompach	152
Mondercange	1.372
Mondorf-les-Bains	969
Munshausen	174
Neunhausen	37
Niederanven	1.117
Nommern	202
Pétange	4.045
Putscheid	160
Rambrouch	847
Reckange-sur-Mess	424
Redange-sur-Attert	516
Reisdorf	180
Remerschen	285
Remich	746
Roeser	1.201
Rosport	409
Rumelange	1.083
Saeul	90
Sandweiler	666
Sanem	3.188
Schieren	370
Schifflange	1.773
Schuttrange	734
Septfontaines	190
Stadtbredimus	289

1218

Steinfort	974
Steinsel	1.075
Strassen	1.535
Troisvierges	614
Tuntange	190
Useldange	275
Vianden	331
Vichten	227
Wahl	147
Waldbillig	250
Waldbredimus	182
Walferdange	1.449
Weiler-La-Tour	312
Weiswampach	266
Wellenstein	269
Wiltz	970
Wilwerwiltz	164
Wincrange	640
Winseler	170
Wormeldange	536
